

## NÉOLIBERALISME

# Le traité constitutionnel vu hors d'Europe



Nous publions une série d'articles du juriste argentin Alejandro Teitelbaum sur le Traité constitutionnel européen. L'intérêt de ce point de vue est qu'il est étranger aux polémiques intérieures françaises. Il lit ce projet au travers de l'expérience latino-américaine et le perçoit non comme une Constitution, mais comme un Traité de libre-échange liquidant les ambitions politiques de l'Union européenne.

page 2

## La révolte des commerçants ouzbeks

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Face aux émeutes dans la vallée de la Ferghana, le président Karimov a choisi la force. Mais la répression ne peut venir à bout d'une telle révolte, sauf à faire abondamment couler le sang, observe Alexeï Makarkine. Ce que Washington et Londres ne condamneront que verbalement, tant ils ont partie liée avec la dictature.

page 8

REPÈRE : 16 MAI 1968

## Début des occupations d'usines en France

En grève depuis 18 jours pour obtenir un salaire minimum, l'abaissement de l'âge de la retraite et l'abolition des lois anti-grève de 1963, des ouvriers d'un atelier de sous-traitance à Nantes décident, face au blocage des négociations, d'occuper leur usine. Le lendemain les ouvriers de Sud-Aviation font de même, suivis par les ouvriers des usines Renault. A partir du 17 mai, les grèves et occupations d'usines gagnent toute la France, rejoints par les cheminots, postiers et agents publics. En juin, à la fin de la grève, 9 millions de personnes ont cessé le travail et 178 usines et ateliers sont occupés. ■



## LA POLICE FRANÇAISE PERQUISITIONNE LA PROPRIÉTÉ DE BORIS BÉREZOVSKI

Mercredi 13 mai 2005, une vingtaine de policiers français encagoulés, appuyés par un hélicoptère, ont procédé à une perquisition au Château de la Garoupe (Cap d'Antibes), propriété de Boris Bérézovski. Les services français n'espéraient pas y trouver l'oligarque, auquel ils ont conseillé depuis longtemps de quitter le territoire. De source policière, la perquisition visait à établir si le domaine, d'une valeur de 22 millions d'euros, avait été acquis avec en blanchissant de l'argent détourné d'Aeroflot.

Pour Boris Bérézovski, qui s'exprime dans le quotidien *Izvestia*, il s'agit d'une machination politique liée à la récente visite du président Chirac à Moscou et au jugement de Mikhaïl Khodorkovski dans l'affaire Youkos, prononcé le 16 mai. Selon lui, M. Chirac lui en veut personnellement depuis qu'il a reçu l'asile politique en Angleterre et il comploterait avec le président Poutine pour ternir l'image des oligarques. ■

## Néolibéralisme

# Le traité constitutionnel vu hors d'Europe

**Nous publions une série d'articles du juriste argentin Alejandro Teitelbaum sur le Traité constitutionnel européen. L'intérêt de ce point de vue est qu'il est étranger aux polémiques intérieures françaises. Il lit ce projet au travers de l'expérience latino-américaine et le perçoit non comme une Constitution, mais comme un Traité de libre-échange liquidant les ambitions politiques de l'Union européenne.**



Les élites dirigeantes européennes, de droite et de « gauche » qui alternent au pouvoir sont en train, et ce depuis longtemps (Traités de Maastricht, d'Amsterdam, de Nice), de bâtir une Europe à la fois au service exclusif des grands capitaux et satellite des États-Unis.

A l'insu des peuples européens.

On dit que, malgré tout, il y a eu des avancés. Par exemple la création d'une monnaie unique. Mais on oublie que la monnaie, c'est l'instrument d'une politique et pas la politique même. Et la politique monétaire européenne est gérée par une Banque centrale « indépendante », c'est-à-dire sans aucun contrôle démocratique. Sa politique monétaire découle d'une conception monétariste et consiste à être le gardien de la stabilité des prix, au détriment d'une politique économique dont les priorités soient la croissance, l'emploi, les dépenses publiques, le bon fonctionnement des services publiques et une politique de protection sociale.

L'euro a surtout servi à réduire le pouvoir d'achat des gens avec l'augmentation rampante des prix des produits de consommation courante qui a suivi sa création.

Le quotidien de cette « construction européenne » se passe à Bruxelles.

Le journaliste et syndicaliste belge, Gérard de Selys, explique dans un ouvrage [1] comment, grâce au travail en commun de la Commission européenne (qui émet des directives qui outrepassent ses attributions) et de la Table Ronde des Industriels Européens- ERT (les transnationales Volvo, Olivetti, Siemens, Unilever et d'autres) a été organisée la soustraction au patrimoine public des pays européens des industries qui sont actuellement les plus dynamiques et rentables : les télécommunications et les communications électroniques.

Dans son livre, de Selys montre que dans un nombre non négligeable de cas, les lignes directrices des décisions de la Commission européenne, sont rédigées par l'ERT. Pour l'anecdote, de Selys raconte que parfois, des membres de la Commission européenne recevaient les « suggestions » des membres éminents de l'ERT dans le très élégant restaurant *Au Crocodile* de Strasbourg, tout en mangeant des mets délicats et en buvant du *Petrus*, le vin le plus cher qu'on puisse trouver en France. De Selys ne le dit pas, mais on peut présumer que l'addition était payée pour les patrons représentant l'ERT.

Ce livre date de 1995, mais depuis lors l'offensive des privatisations de la Commission européenne contre les services publics (avec le soutien actif des transnationales) n'a pas cessé : elle a maintenant en ligne de mire la poste, l'éducation, la santé et l'environnement. Un article publié dans *Le Monde Diplomatique* [2] a rendu public un extrait révélateur d'un document de la Commission européenne : « *la participation active des industries de services dans les négociations est essentielle pour nous permettre d'aligner nos objectifs de négociation avec les priorités des entreprises. L'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services - OMC) n'est pas seulement un accord entre gouvernements. C'est avant tout un instrument au service du monde des affaires* ».

Le 4 juin 2003, le Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, a décidé à une large majorité la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz, y compris pour la vente aux particuliers, à partir du premier juillet 2007.

Après l'eau, l'énergie et les transports, Bruxelles souhaiterait libéraliser le secteur ultraprotégé de la défense. La Commission européenne a lancé le débat avec la publication, fin septembre 2004, d'un livre vert consacré aux marchés publics de la défense. Concocté par la direction « marché intérieur » de l'exécutif européen, ce document propose de « clarifier » les règles en vigueur pour les achats de matériels militaires.

« *Les entreprises réclament plus de transparence et moins de monopoles pour pouvoir pénétrer d'autres marchés que le leur, ce qui est logique* », note-t-on à la Commission. Un mouvement qui devrait être encouragé par la mise sur pied

récente, à Bruxelles, d'une Agence européenne de l'armement, dirigée par le britannique Nick Witney.

La nouvelle Commission européenne, présidée par M. Barroso, a un positionnement encore plus néolibéral que celui de la précédente.

L'exemple le plus significatif pourrait en être le cas de Mme Neelie Kroes-Smit (Pays-Bas), commissaire à la Concurrence. Ex-ministre des Transports et des Télécoms des Pays-Bas, elle a notamment réalisé la privatisation partielle de la Poste néerlandaise. Avant quoi, elle avait exercé des fonctions de direction dans plusieurs sociétés transnationales, parmi lesquelles Volvo, membre de la Table Ronde des Industriels Européens MMO2 (téléphonie), la compagnie ferroviaire néerlandaise, les filiales hollandaises de Mc Donald's, Lucent (équipements téléphoniques) et Thalès (anciennement Thomson) basée en France et active dans les industries aérospatiales, de la défense, de la sécurité et dans les services.

Les grandes entreprises transnationales européennes, regroupées dans l'UNICE, Union des Confédérations Industrielles d'Employeurs d'Europe, contrôlent étroitement la Commission européenne et les 39 membres de cette organisation patronale maintiennent des représentants permanents à Bruxelles et une véritable armée de lobbyistes pour influencer sur les décisions de la Commission.

Voyons ce que dit l'UNICE au sujet d'elle même (le porte-parole des entreprises en Europe) :

*« L'UNICE est la voix du monde des affaires vis-à-vis des institutions de l'Union européenne. Ses 39 membres sont les organisations industrielles multi-sectorielles et les organisations d'employeurs de 31 pays européens, représentant plus de 16 millions d'entreprises, surtout des PME. L'UNICE est également un partenaire dans le dialogue social européen au niveau de l'UE. La tâche principale de l'UNICE est d'informer et d'influencer le processus de décision au niveau de l'UE afin que les politiques et propositions législatives ayant un impact sur l'activité économique en Europe tiennent compte des besoins des entreprises. La toute première priorité de l'UNICE est de promouvoir la compétitivité de l'environnement économique et d'investissement à l'échelle européenne, la seule voie pour atteindre une croissance plus élevée et un emploi durable. Le monde des affaires a besoin d'une Commission efficace. Le monde des affaires européen doit pouvoir agir, au niveau de l'UE, dans un environnement législatif et réglementaire stable, cohérent et logique. Une Commission efficace peut être un allié objectif du monde des affaires en cherchant à développer une économie européenne plus compétitive. Les performances relativement médiocres de l'Europe - faible croissance, bas niveaux d'emploi et manque d'incitants à l'investissement et à l'innovation - sont au moins en partie le reflet des faiblesses en matière d'orientation politique des gouvernements européens et des institutions de l'UE. L'UNICE appelle donc la nouvelle Commission à placer la compétitivité au premier rang de l'agenda politique et à en faire l'objectif stratégique fondamental de toutes ses politiques. »*

## Au sujet du « Traité établissant une constitution pour l'Europe »

L'argument qu'il ne faut pas confondre le projet de Constitution et la situation politique et sociale actuelle en France, ne tient pas.

Le Projet n'a pas sorti de nulle part : c'est le résultat du consensus des élites qui dirigent les pays d'Europe occidentale depuis de décennies (y compris ceux de « gauche ») sur la base d'un maximum de capitalisme néolibéral, un minimum de démocratie et rien de social, et c'est le condensé des politiques menées depuis longtemps à l'intérieur de chacun de ces pays.

### **1. L'absence d'une politique indépendante des États-Unis et d'une politique de paix**

L'Union européenne n'a pas une politique internationale indépendante des États-Unis. L'article I-41 (Dispositions particulières relatives à la politique de sécurité et de défense commune), paragraphe 7 du projet de Constitution dit : *« Les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'OTAN, qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre ».*

Dix neuf États de l'Union européenne sur 25 sont membres de l'OTAN donc les liens entre l'UE et l'OTAN sont très forts. Et on veut donner hiérarchie constitutionnelle à ces liens.

Les partisans du oui parlent d'une Europe où la paix règne depuis des décennies mais ils oublient la guerre de Yougoslavie de 1999 à laquelle ont participé plusieurs pays européens.

Les négociations de Rambouillet de février 1999 permettaient encore d'envisager une solution pacifique avec la Yougoslavie, mais la représentante des États-Unis, Madeleine Albright s'est empressée à les faire échouer et les bombardements ont commencé.

Il s'est bel et bien agité d'une guerre située en Europe, entamée dans le cadre de l'OTAN, et dans laquelle les armées de l'OTAN ont commis des crimes de guerre (pudiquement appelés « dommages collatéraux ») : la destruction de presque toute l'infrastructure civile de la Yougoslavie et la mort de dizaines de milliers de civils, avec le consentement et la participation des pays membres de l'Union européenne.

Dans les quinze dernières années, des pays européens membres de l'Union européenne ont participé à trois guerres hors d'Europe : guerre du Golfe, guerre d'Afghanistan et guerre contre l'Irak. Toutes les trois avec leur lot de « dommages collatéraux ».

Sans oublier la guerre contre l'immigration clandestine qui a fait 4000 morts en dix ans dans les frontières de la « forteresse Schengen ».

Un exemple récent du manque d'indépendance de l'Union européenne par rapport aux États-Unis ? En avril 2005, l'UE n'a même pas osé voter à la Commission des droits de l'homme de l'ONU un projet de résolution qui demandait une enquête sur ce qui se passe au camp de concentration de Guantanamo.

## 2. L'absence de la notion de service public

D'une façon cohérente avec la politique de la Commission européenne dans ce domaine, dans le Projet de Constitution européenne *la notion de service public ne figure pas* sauf pour ce qui est d'une référence ponctuelle dans l'article III-238.

*Service public* veut dire des services prêtés à tous sans critères marchands (accès égal et universel) surtout en matière de santé, d'alimentation (y compris l'eau potable), d'instruction, de logement, etc. A la place de la notion de service public, dans le Projet de Constitution figure la notion de « service *d'intérêt économique général* », soumise à la concurrence et à des critères marchands, donc inégalitaire et sélective (arts. III-122 et III-166).

## 3. Un régression sociale assurée

Le Projet parle du droit de travailler mais il ne parle pas du droit au travail. Dans un livre récent de Jacques Généreux [3], on peut lire : « *En effet, si la Constitution n'ajoute aucun droit nouveau, elle en retranche un de taille : le droit au travail. C'est pourtant le premier droit fondamental reconnu à l'article 1er de la Charte des droits sociaux fondamentaux de Turin (1961). Mais en lieu et place de ce droit au travail, la Charte stipule que "toute personne a le droit de travailler" (II-75). Le droit de travailler ! Merci pour l'avancée sociale ! De qui se moque-t-on ? A-t-on aussi le droit de manger ? Et les chômeurs le droit de pleurer ? Non ! Les chômeurs ont juste le droit de se "décarcasser", puisqu'ils sont désormais seuls responsables de leur sort, libres d'exercer ou non leur droit de travailler ! Les citoyens européens seront enchantés d'apprendre qu'ils ne sont pas obligés de travailler, et que, s'ils n'en ont pas la possibilité, faute d'emplois disponibles, c'est leur problème ! Ici s'insinue la culture de la responsabilité individuelle commune aux ultralibéraux et aux tenants de la "troisième voie". En matière d'emploi, la société n'a aucune obligation envers les individus et en particulier envers les chômeurs. Ce sont eux les responsables qui doivent mettre en œuvre leur droit de travailler* ».

Poursuivons par l'article II-91 du Projet : Conditions de travail justes et équitables

1. Tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité.
2. Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés.

Autrement dit, selon le Projet, la durée de la journée du travail ne doit pas être illimitée.

C'est le retour au XIXe siècle.

Le Projet n'a même pas retenu l'acquis historique en matière de journée maximale du travail : 8 heures par jour et 48 heures par semaine, établi déjà en 1919 pour les travailleurs de l'industrie par la Convention N° 1 de l'Organisation Internationale du Travail.

Pour ne pas parler de la Convention N° 47 de 1935 sur les 40 heures et la Recommandation 116 de 1962 sur la réduction du temps du travail, toutes les deux de l'OIT.

Dans l'article III-172 on peut lire : « 1. (...) *La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures relatives au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur (...)* » « 2. *Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés* ».

Donc, harmonisation pour le marché intérieur, et pas d'harmonisation en matière fiscale, en matière de libre circulation de personnes et en matière de droits des travailleurs.

S'il n'y a pas d'harmonisation sociale vers le haut par voie constitutionnelle, il y aura harmonisation sociale de fait vers le bas par voie de la mise en concurrence des salariés.

### **Alejandro Teitelbaum**

*Avocat argentin, diplômé de l'Université de Buenos Aires. Il est aussi diplômé de Relations économiques internationales à Paris et représentant de l'Association américaine des juristes auprès des Nations unies à Genève.*

[1] Gérard de Selys, *Privé de Public. A qui profitent les privatisations*, Éditions EPO, Bruxelles, 1995.

[2] « Libéraliser sans avoir l'air d'y toucher », par Susan George et Ellen Gould, *Le Monde Diplomatique*, juillet 2000.

[3] *Manuel critique du parfait européen. Les bonnes raisons de dire « non » à la Constitution*, éditions du Seuil, mars 2005, page 118

## Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

#### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# La révolte des commerçants ouzbeks

## Analyse

Après avoir déploré l'immobilisme et le totalitarisme de la Chine maoïste, les États-Unis s'inquiètent du spectaculaire développement politique et économique de la Chine d'Hu Jintao. Pour les néoconservateurs, comme Robert Kagan dans le *Washington Post*, il n'y a pas de place, dans un monde dominé par les États-Unis, pour l'émergence d'une nouvelle grande puissance. Tôt ou tard, la confrontation deviendra inévitable. Il faut donc, préventivement, contenir les ambitions de Pékin. Au contraire, pour les Européens, comme Jérôme Monod, le plus proche conseiller du président Chirac, la montée en puissance de la Chine est une bonne nouvelle car elle participe au rééquilibrage du monde sur un principe multipolaire. De retour de Boao, il décrit donc dans l'*International Herald Tribune* ce partenaire comme animé d'intentions pacifiques. Mais en traitant les Chinois comme des ennemis, on les obligera à se comporter comme tels.

En Ouzbékistan, 23 commerçants étaient jugés pour leur appartenance supposée à une organisation terroriste islamiste. Il s'agissait en réalité de membres de la confrérie d'Akram Iouldachev, un intellectuel favorable à la modernisation économique, lui-même condamné à 17 ans de prison pour islamisme et détenu depuis 1999. Sans attendre le verdict, qui ne faisait aucun doute, la population de la vallée de Ferghana a attaqué la prison, le 12 mai 2005, pour libérer Akram Iouldachev et ses amis, laissant s'échapper au passage plus de 2 000 prisonniers. Puis, la foule a attaqué le siège de l'administration régionale. Le président Islam Karimov, venu spécialement sur place, a personnellement dirigé la répression, qui a fait au moins 500 morts à Andijan.

L'historien allemand Reinhard Krumm, qui vit aujourd'hui en Ouzbékistan,



assure dans le *Tagesspiegel* que l'opposition est pacifique, tandis que la dictature est violente. Samih Vaner, de la Fondation française des sciences politiques, ajoute dans *Le Figaro* que ces accusations d'islamisme ne reposent sur rien. En Ouzbékistan, la plupart des gens sont musulmans et sous la torture, tous avouent être terroristes. D'ailleurs, la revendication du califat est imaginaire, note dans la *Gazeta Shirin Hunter* du CSIS. Il n'y a pas de candidat à la fonction de calife.

De son côté, l'ambassadeur britannique Craig Murray, qui a payé de sa carrière son entêtement à dénoncer les crimes de Karimov, rappelle dans le *Guardian* que ce régime despotique est soutenu par la CIA et le MI-6 pour le compte desquels il sous-traite des tortures. Le diplomate avait été relevé de ses fonctions pour s'en être indigné et avait persisté en faisant autopsier en Écosse le corps d'un opposant ouzbek ébouillanté.

Le politologue russe Oleg Panfilov pronostique dans les *Izvestia* que le pouvoir ne parviendra pas à stopper une révolte qui trouve ses racines dans un échec économique et une répression déjà terrible. Enfin, Alexei Makarkine compare l'Ouzbékistan de Karimov à la Roumanie des Caucescu. Dans la *Gazeta*, il affirme que le dictateur fera tout pour s'accrocher au pouvoir et qu'il peut y parvenir en faisant couler le sang. Au demeurant, il ne craint pas la réprobation de la communauté internationale, vu que celle-ci se range aux avis des États-Unis que ceux-ci lui sont redevables de les avoir laissé installer des bases militaires sur place. Un point de vue que confirment les explications embarrassées du porte-parole de la Maison-Blanche, condamnant les violences, mais cherchant à en reporter la responsabilité sur les manifestants.

Réseau Voltaire

## Robert Kagan



Robert Kagan (Le 5 de cœur du régime Bush) est membre de la Carnegie Endowment for International Peace et directeur du Project for a New American Century, le think-tank électoral de George W. Bush. Il est analyste sur les questions de stratégie militaire pour le *Weekly Standard* et écrit une tribune

### « L'illusion de « gérer » la Chine »

Source : Washington Post (États-Unis)

Référence : « The Illusion of 'Managing' China », par Robert Kagan, *Washington Post*, 15 mai 2005.

Il y a eu beaucoup de discussions sur la politique à mener pour « gérer l'ascension de la Chine ». Cette expression elle-même dénote une vision d'une Chine évoluant graduellement et contre laquelle on aura bien le temps de réagir si elle doit devenir une menace. On nous dit par ailleurs que si l'on traite trop vite la Chine en ennemi, alors elle se comportera en ennemi. L'idée même selon laquelle la montée en puissance de la Chine est un phénomène gérable est rassurante, mais l'Histoire des puissances ne plaide pas en faveur de cette hypothèse.

À l'exception de la gestion de l'ascension états-unienne par l'empire britannique, jamais la naissance d'une nouvelle puissance n'a été bien gérée par les puissances établies. Si le cas des États-Unis est une exception, c'est sans

mensuelle dans le *Washington Post*. Il est l'auteur de *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*.

Robert Kagan est le fils de Donald Kagan (professeur d'histoire à l'université de Yale), le neveu de Frederik W. Kagan (professeur d'histoire à l'Académie militaire de West Point), et l'époux de Victoria Nuland (représentant adjoint des États-Unis à l'OTAN).

doute parce que Britanniques et États-Uniens partageaient les mêmes valeurs. Les cas de l'Allemagne et du Japon au XXI<sup>ème</sup> siècle sont des exemples historiques bien moins rassurants. Or, nous n'avons aucune raison de nous croire plus intelligents aujourd'hui que les dirigeants de l'époque. Après tout, nous aussi prétendons pouvoir adoucir les nouvelles puissances en faisant du commerce avec elles.

Aujourd'hui, rien ne prouve que la Chine désire intégrer le « système international » si celui-ci ne l'arrange pas. Nous devons comprendre que la nature de l'avènement de la Chine sera avant tout déterminée par les Chinois et non pas par nous. Bientôt, la Chine pourra défier les États-Unis et ses alliés en Asie. Il faut donc une politique d'endigement du développement chinois, ce qui suppose de considérer Pékin comme un ennemi.

## Jérôme Monod



Ancien PDG de Suez Lyonnaise des Eaux (1980-2000), Jérôme Monod est conseiller de Jacques Chirac et président de la Fondation pour l'innovation politique.

### « Les Chinois arrivent. Accueillons-les bien »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « The Chinese are coming. Let's greet them », par Jérôme Monod, *International Herald Tribune*, 17 mai 2005.

J'étais récemment en Chine pour participer au Forum de Boao sur « l'avènement pacifique » de la Chine. La question aujourd'hui n'est plus de savoir si la Chine se développe, mais si ce développement sera pacifique. Ne rêvons pas, les énergies renouvelables en Chine seront toujours marginales. La Chine va donc consommer des énergies traditionnelles et elle essaiera de s'en procurer partout, par tous les moyens. Elle formera de nouvelles alliances et certaines seront en conflit avec celles de l'Occident. Cela pourrait déstabiliser de nombreuses régions du monde. Rappelons-nous qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle les Européens se faisaient la guerre pour les matières premières. Les temps ont changé, pas forcément les tendances.

En fait, tout dépend de l'optique de la Chine. Les nouvelles alliances de la Chine avec l'Inde et l'Europe, ainsi que sa distanciation avec d'autres régions du monde, démontrent que la Chine ne veut pas seulement exister dans le monde, elle veut aussi être au sommet des affaires du monde. La Chine pourrait connaître une montée en puissance solitaire et pacifique, mais elle craint l'isolement et cela représente une menace pour une montée en puissance pacifique.

Il faut constituer un partenariat avec la Chine. Si nous la traitons en ennemi, elle deviendra un ennemi. Il faut aider la Chine à s'intégrer. Les Européens ont un rôle à jouer. Nous avons plaidé en faveur de son entrée dans l'OMC et la France soutient également sa vision d'un monde multipolaire. Il faut apprendre à nous connaître en développant des liens.

Semih Vaner



Semih Vaner est directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales (Paris) et directeur des Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (Cemoti).

## « Que cachent les attentats d'Andijan ? »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « Que cachent les attentats d'Andijan ? », par Semih Vaner, *Le Figaro*, 16 mai 2005.

Une violente insurrection a fait plusieurs dizaines de morts vendredi à Andijan, importante ville de l'est de l'Ouzbékistan, où le président, **Islam Karimov** s'est rendu en urgence et où l'armée a tiré sur la foule. Ces émeutes font suite à trois attentats suicides à Tachkent contre les ambassades américaine et israélienne. Ces attentats avaient été revendiqués dans des communiqués impossibles à identifier par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO). Par la suite, deux procès impliquant 31 présumés islamistes, accusés de terrorisme, se sont ouverts dans la capitale et dans le sud du pays. Les accusés auraient « avoué », mais les défenseurs des Droits de l'homme ont dénoncé l'usage de la torture. Ces attentats sont-ils le fait de groupuscules liés à Al Qaïda ou traduisent-ils un malaise plus profond ? Fin mars 2004, des attentats avaient déjà eu lieu, impliquant pour la première fois des femmes kamikazes. La répression des forces de l'ordre avait été sanglante. Le pouvoir en place a accusé le parti d'opposition islamique Hizb-ul-Tahrir, mais ce dernier a nié. Le Hizb-ul-Tahrir prône l'instauration d'un « califat » en Asie centrale et rejette aussi bien la voie démocratique que la violence. Le MOI a alors été accusé, lui dont les membres avaient combattu auprès des talibans. La seule chose dont on soit sûr, c'est le tout-répressif d'Islam Karimov, et l'absence d'espace démocratique ouvre la voie à des mouvements de contestation d'inspiration strictement islamique. A quelques semaines seulement des élections législatives, pas un seul parti d'opposition digne de ce nom n'a été autorisé à s'inscrire officiellement. Une situation économique et sociale désastreuse achève de détériorer le climat. La Russie est la puissance qui pèse le plus dans la région et donc en Ouzbékistan. Une Asie centrale placée sous l'aile protectrice de la Russie mais où l'Ouzbékistan jouerait un rôle déterminant : tel est le projet plus ou moins tacite, plus ou moins avoué d'Islam Karimov. Malgré l'influence de la culture persane dans le pays, la place de l'Iran y est marginale. La véritable influence viendrait-elle de l'Occident, dans le nouveau monde à tendance unipolaire ? Déjà, Washington installe ses bases et forme les sous-officiers ouzbeks. L'une des questions décisives est liée au tracé des oléoducs et des gazoducs et la part qui reviendrait en la matière à Tachkent, qui ne risque certainement pas d'être tenue complètement à l'écart des consultations et des décisions, puisqu'elle est productrice (en pétrole et gaz) et exportatrice (en gaz). Toutefois, les États-Unis se préoccupent de la situation alarmante des Droits de l'homme et menacent de couper l'aide militaire et économique.

L'évolution de la région dépendra de la réponse à cette question : l'Asie centrale redevient-elle le théâtre d'un nouveau « grand jeu » ? Les développements en Ouzbékistan, comme dans la plupart des autres républiques centrasiatiques, soulignent également la nécessité de la relève d'une nouvelle génération de dirigeants qui n'ont pas les réflexes d'anciens leaders soviétiques.

## Shirin Hunter

Ancienne fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères d'Iran avant la révolution islamique, Shirin Hunter dirige le département des études islamiques du CSIS.

### « En Ouzbékistan, on considère souvent les musulmans ordinaires comme des extrémistes »

Source : Gazeta (Fédération de Russie)

Référence : « ..... », par Shirin Hunter, *Gazeta*, 13 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le Hizb ut Tahrir est peut-être en contact avec d'autres groupes, ils les a peut-être infiltrés mais d'après moi il ne s'agit pas d'une organisation centralisée ; elle utilise des méthodes différentes à différents endroits. Dans tous les cas, ils sont loin des extrémistes qui incitent au jihad et au meurtre. En Ouzbékistan, on considère souvent les musulmans ordinaires comme des membres du Hizb ut Tahrir. Il est très difficile de savoir qui sont ces extrémistes et qui commet les crimes. Il y a beaucoup de petites organisations inconnues dans la région dont on peut seulement imaginer qu'elles ont des liens avec le Hizb ut Tahrir.

Le califat a déjà existé dans l'histoire de l'islam. Désormais beaucoup comprennent qu'il est impossible de revenir à cette vieille version du califat, à l'époque où l'islam couvrait d'immenses régions. Cette idée du califat est en contradiction avec les idéologies nationales, islamiques et bien d'autres. Le retour de ce rêve du califat est pour moi une réaction à la modernisation qu'a entraînée l'idéologisation de la religion. On se demande qui serait le calife. À part quelques exceptions, les pays islamiques sont dirigés par des régimes autoritaires de gauche ou de droite. Les gens subissant ce mode de gouvernement voient leur salut dans la religion. Après la révolution iranienne, les pays islamiques ont pris peur et ont essayé de promouvoir un islam officiel dans le but de le contrôler. C'est là que l'islamisation s'est transformée en force politique. Le seul moyen de lutter contre cela consiste à ouvrir le système politique. A ce sujet, l'exemple de **Erdogan**, qui a parcouru le chemin de la tête d'un parti islamiste jusqu'au poste de Premier ministre, est significatif. Grâce à son rôle, on examine aujourd'hui la possibilité d'intégrer son pays qui s'est modernisé à l'Union européenne.

## Craig Murray



Craig Murray est ancien ambassadeur britannique en Ouzbékistan (2002-2004), poste qu'il a dû quitter pour avoir dénoncé les violations des Droits de l'homme dans ce pays contre l'avis de son gouvernement.

### « Ce sur quoi se fonde le soutien à ce tortionnaire »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)

Référence : « What drives support for this torturer », par Craig Murray, *The Guardian*, 16 mai 2005.

Les corps de centaines de manifestants pro-démocratie en Ouzbékistan sont à peine froids, mais la Maison Blanche cherche déjà un moyen de les ignorer. Scott McClellan, le porte-parole de la Maison-Blanche, a affirmé qu'il s'agissait de « terroristes islamiques » qui menaient une résistance armée. Il a affirmé qu'ils auraient mieux fait de chercher à obtenir un gouvernement démocratique via des moyens pacifiques que par la violence.

Mais comment faire en Ouzbékistan ? Ici, ce n'est pas la Géorgie, l'Ukraine ou le Kirghizistan. Aux dernières législatives, l'opposition n'a même pas pu présenter de candidats. Il n'y a aucune liberté des médias et au plus fort des violences à Andijan, on ignorait totalement ce qui s'y passait à Tachkent. Que serait-il arrivé aux 23 accusés du procès si la foule ne les avait pas libérés ? En Ouzbékistan, 99 % des accusés sont condamnés et dans les chambres de tortures de Karimov, tout le monde avoue. Une fois qu'on a été condamné, les tortures ne s'arrêtent d'ailleurs pas. On continue à vous torturer pour vous faire signer des déclarations de loyauté au président ou pour impliquer des « complices ». L'ONU ou Human Rights Watch dénoncent ces pratiques, mais la CIA et le MI-6 comptent sur elles pour obtenir des « renseignements » sur Al Qaïda. La plupart de ces informations ne valent rien et j'ai demandé au MI-6 de ne plus les utiliser, sans succès. C'est ce qui a motivé mon départ du Foreign Office.

Karimov est l'homme de George W. Bush dans la région et par conséquent, pas un responsable de l'administration Bush n'appelle à des élections libres. Karimov touche de larges aides financières et il ouvre son territoire aux bases et aux pipelines états-unis. J'ai rencontré des dirigeants de l'opposition l'année dernière et il ne s'agit pas d'islamistes. Ranger les opposants dans la case « islamiste » contente peut-être Washington, mais la Grande-Bretagne ne devrait pas l'accepter.

## Oleg Panfilov



Oleg Panfilov est directeur du Centre du journalisme en situation extrême, un observatoire russe de la presse. Il est spécialiste de l'Asie centrale.

## « Tachkent s'est privé d'un partenaire de dialogue »

Source : Izvestia (Fédération de Russie)

Référence : « ..... » , par Oleg Panfilov, *Izvestia*, 13 mai 2005.

Le problème de l'Ouzbékistan et d'autres pays d'Asie centrale, de même que pour la majorité des pays de la CEI, c'est qu'ils n'ont pas développé de culture politique tout au long de l'histoire soviétique. Plus précisément, il n'y a jamais eu de dissidents et inévitablement, il n'y a pas de tradition de la discussion politique. L'Ouzbékistan indépendant s'est presque aussitôt constitué en un État au mode de direction autoritaire. L'existence de toute publication ou mouvement politique indépendant dépend du bon vouloir du pouvoir. Tous les leaders des partis d'opposition démocratique ont émigré. Les radicaux islamistes ont remplacé les mouvements libéraux et ils forment le noyau de l'opposition à Islam Karimov. Le président s'est privé de la possibilité de mener des négociations dans une situation telle que celle que l'on observe aujourd'hui. La situation économique et sociale dans la vallée de Ferghana laissait présager un tel développement depuis longtemps.

Il semble que Karimov ait réussi à contenir l'opposition, mais d'autres régions peuvent se joindre au soulèvement. Il lui faut mener des négociations avec des représentants des mouvements intellectuels et religieux raisonnables. Si Karimov essaye de fermer le pays comme l'avait fait le Turkmenbachi, cela ne fera que calmer les protestations pour quelques années tout au plus. La population obtient des informations sur Internet et par les radios étrangères. C'est pour cela qu'il est indispensable de réformer la politique de l'intérieur. Les accusations de terrorisme lancées par Karimov ne rassurent ni la population, ni la communauté internationale. Aujourd'hui beaucoup de gens sont en prison uniquement parce qu'ils ont affirmé que l'islam était leur religion. S'il conserve ces pratiques, le président ouzbek ne sera pas un leader régional et il n'obtiendra aucun soutien international. La présence sur son sol de bases américaines n'est pas une raison pour ne pas tenir compte des critiques à son encontre au sujet de sa politique intérieure et des violations des Droits de l'homme.

## Alexeï Makarkine



Alexeï Makarkine est directeur général adjoint du centre de technologies politiques. Spécialiste d'histoire contemporaine, il a écrit un livre en 2003 sur les clans politico-économiques en Russie.

### « Le régime de Karimov, c'est la Roumanie à la veille de la chute de Ceaucescu »

Source : Gazeta (Fédération de Russie)

Référence : « ..... - ..... », par Alexeï Makarkine, *Gazeta*, 13 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Les islamistes sont très actifs en Ouzbékistan et étudient depuis longtemps la manière dont ils pourraient renverser Karimov. Si au Tadjikistan, l'opposition a reçu sa part de pouvoir après la guerre civile, et si au Kirghizistan comme au Turkménistan l'islam n'a traditionnellement jamais joué un grand rôle, l'Ouzbékistan était déjà un des plus grands centres de l'islam au temps de l'Union soviétique, il y avait des madrasas officielles à Tachkent. Comme dans d'autres pays d'Asie centrale, le clanisme joue un grand rôle. Le clan d'Andijan, mortifié, est décidé à prendre sa revanche en s'alliant avec les islamistes. On peut parler d'une certaine exportation de la révolution dans ce cas encore. Les Ouzbeks qui vivent au sud du Kirghizistan ont participé aux événements dans ce pays et l'on peut parler d'un foyer de contagion, même si elle est exclusivement psychologique. Il est probable que ces actions avaient été planifiées avec l'aide d'organisations islamistes radicales étrangères. On ne peut pas parler de participation de l'Occident ou des États-Unis ; ces pays n'ont pas intérêt à déstabiliser la région proche de l'Afghanistan.

Je comparerais volontiers le régime d'Akaïev avec celui du Hongrois Kadar qui était orienté vers l'Occident. Le régime de Karimov ressemble à la Roumanie à la veille de la chute de Ceaucescu : répression féroce de l'opposition et absence de tout mécanisme de dialogue. Karimov veut échapper par tous les moyens au sort du président roumain et contrairement à Akaïev, il va jusqu'au bout. S'il arrive à contenir et à maîtriser les actions de l'opposition à Andijan puis à les réprimer de toutes ses forces, alors il a une chance de rester au pouvoir pour longtemps. En orient, on respecte la force. Le sang a déjà coulé et c'est l'opposition qui en est responsable. Si Karimov utilise la force, la communauté internationale ne s'en offusquera pas.